

## Le système fiscal guinéen

En République de Guinée, toute personne est libre d'entreprendre une activité commerciale, industrielle, minière, agricole ou de services dans le respect des lois et règlements :

- ✓ d'importer tous biens d'équipements, matériels et outillage, matières premières et plus généralement tous les biens nécessaires à son activité ;
- ✓ d'exporter sa production, ses fabrications et services ;
- ✓ de déterminer et de conduire sa politique de production et de commercialisation, ainsi que sa politique d'embauche et de licenciement du personnel ;
- ✓ de même, il est garanti aux personnes physiques et morales ayant procédé à un investissement de capitaux provenant de l'étranger, de transférer en devises convertibles dans le pays de leur choix ;
- ✓ des revenus de toute nature provenant de cet investissement ;
- ✓ des produits de liquidation de cet investissement ;
- ✓ de choisir ses clients et fournisseurs et de fixer ses prix. Afin de laisser l'économie fonctionner dans un cadre concurrentiel, les entreprises privées bénéficient des mêmes droits et obligations que les entreprises publiques évoluant en Guinée.

### Un système fiscal qui repose essentiellement sur le principe déclaratif

S'agissant des obligations fiscales, à l'instar de la plupart de pays de la CEDEAO, le système fiscal guinéen est déclaratif. C'est-à-dire qu'il appartient au contribuable (personne physique ou morale) d'établir la déclaration de ses revenus (IS/BIC/BNC/TVA...) ou bénéficie et de joindre le paiement correspondant.

La contrepartie du système déclaratif est le droit de contrôle de l'administration.

#### I- Fiscalité directe

*Traitements et salaires, revenus de capitaux mobiliers, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux...*

Il est institué au profit du budget national un impôt annuel unique sur les revenus des personnes physiques. Cet impôt est assis sur les traitements, salaires, rentes viagères, les revenus fonciers, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles et les revenus des capitaux immobiliers.

Le revenu imposable est soumis à une imposition par tranche allant de 0 à 40%. En matière de traitement et salaire, la pension la retenue à la source est libératoire de l'impôt sur le revenu. En matière de BIC et BNC, le bénéfice imposable est soumis au taux de 30%.

Sont considérés comme ayant leur domicile fiscal en Guinée, les personnes qui disposent en Guinée d'un foyer d'habitation permanent, ou qui y séjournent plus de **Six (6) mois** dans l'année, ou qui exercent en Guinée une activité professionnelle salariée ou non, ou celles qui ont le centre de leurs intérêts économiques.

Afin d'éviter dans certains cas la double imposition, la République de Guinée a conclu avec quelques Etats des conventions fiscales de non double imposition.

Sous réserve de ces dispositions, les revenus de capitaux mobiliers de source guinéenne payés en Guinée font l'objet d'une retenue à la source égale à 10% du montant brut des revenus distribués.

En revanche, la retenue à la source sur certains revenus non salariaux payés par un débiteur en Guinée au profit d'une personne (physique ou morale) n'ayant pas de ce pays d'installation professionnelle permanente, est taxée au taux de 15%.

### **Les taux sur les salaires**

Le versement forfaitaire sur les salaires (VF) : les particuliers et les sociétés employant en Guinée un personnel salarié sont soumis au versement d'une somme forfaitaire égale à 6% de la masse salariale.

La taxe d'apprentissage : est due par les personnes physiques ou morales, associations ou organismes passibles de l'IS ; cette taxe est calculée sur la base de l'ensemble des salaires, indemnités et autres accessoires versés aux salariés. Des exonérations totales sont accordées aux entreprises qui assurent elles-mêmes la formation.

### **L'impôt sur les sociétés :**

Il est établi un impôt annuel sur les revenus ou bénéfices réalisés par les sociétés ou les personnes morales.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à 35% du bénéfice imposable. Toutefois, des exonérations conventionnelles sont prévues au code des investissements et code minier (cf. V Incitations fiscales).

L'impôt sur les sociétés donne lieu au versement de deux acomptes-chaque acompte est égal au tiers (1/3) de l'IS exigible sur les résultats du dernier exercice.

Les sociétés nouvellement créées sont dispensées de ces versements au cours de douze (12) premiers mois de leur activité- les acomptes sont à payer au plus tard **le 15 juin et le 30 septembre**.

La déclaration du bénéfice ou du déficit est déposée au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

### **L'impôt minimum forfaitaire (IMF) :**

Les sociétés et autres personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujetties à une imposition forfaitaire annuelle d'un montant égal à 3% de leur chiffre d'affaire de l'année précédente quels que soient les résultats d'exploitation.

L'imposition forfaitaire doit être payée spontanément à la caisse du comptable au plus tard le 15 janvier de l'année au cours de laquelle elle est exigible.

L'IMF est imputable sur l'IS.

### **La Contribution Foncière Unique (CFU)**

Une contribution annuelle sur les propriétés bâties et non bâties est instituée au profit du Budget National et du Budget des collectivités locales, dénommée contribution foncière unique- c'est un impôt synthétique qui regroupe la taxe foncière, la taxe d'habitation et les revenus fonciers.

Le taux est de 10% de la valeur locative si l'immeuble est occupé par son propriétaire, et de 15% si le bien est mis en location.

### **La taxe professionnelle unique :**

Sont assujetties à la taxe professionnelle unique, les personnes physiques ou morales exerçant de manière habituelle des activités commerciales, industrielles ou artisanales réalisant un chiffre d'affaire annuel à 150 000 000 FG.

La TPU est assise sur le chiffre d'affaire réalisé au cours de l'année précédente ; son taux est de 5%.

Sont exonérées de la patente, de l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial, de l'impôt sur les sociétés et de l'IMF, les personnes soumises à la TPU.

## **II- FISCALITE INDIRECTE**

### **Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA)**

Il est institué sur les activités économiques exercées en République de Guinée, un régime de taxe sur la valeur ajoutée. Ainsi, sont soumises à la TVA, les opérations relevant d'une activité économique qui constituent une importation, une livraison de biens ou une prestation de services, effectuées sur le territoire national à titre onéreux par un assujetti.

Sont réputées activités économiques, les activités industrielles, commerciales, non commerciales, artisanales, agricoles, extractives ou forestières.

La base d'imposition est constituée par toutes les sommes, valeurs, biens ou services perçus en contrepartie de l'opération imposable. Pour les importations faites en Guinée, la base imposable à la TVA au cordon douanier est constituée par la valeur en douane augmentée des droits et taxes de toute nature liquidée par l'administration des douanes à l'exception de la TVA.

Les taux de la TVA sont : 18% (taux général) et 0% applicable aux exportations et aux transports internationaux.

Les assujettis réalisant des opérations d'exportation peuvent demander le remboursement de leur crédit taxe après trois mois de crédits successifs. Une disposition du code minier prévoit le remboursement dans les 45 jours suivant la date de remboursement.

#### **La taxe sur les activités financières (TAF) :**

Sont soumises à la taxe sur les activités financières, les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières, et d'une manière générale, au commerce de l'argent.

Toutefois, certaines opérations sont exonérées de TAF.

Il existe deux taux : 5% pour les opérations de crédits d'une durée supérieure à un an, et 13% pour les autres opérations.

#### **Taxe sur les assurances**

La taxe est assise sur le montant des sommes stipulées au profit de l'assuré.

Selon la nature des contrats, les taux sont variables (5%, 8%, 12% et 20%).

#### **III- Les droits d'enregistrement et timbre :**

La formalité de l'enregistrement donne lieu à la perception des droits fixes, proportionnels ou progressifs suivant la nature de l'acte et les mutations afférentes.

Des taxes spéciales et des redevances :

- Taxes sur les produits pétroliers
- Redevance de pêche
- Taxes sur les substances minières

Des impôts locaux :

- Aliment les budgets des collectivités territoriales : l'impôt professionnel (TPU), la patente et la contribution foncière sur les propriétés bâties essentiellement (CFU).

#### **IV- Des régimes dérogatoires**

L'investissement se révèle être le facteur par excellence de la croissance économique et du développement. Le gouvernement guinéen entend créer un climat politique, juridique, judiciaire, économique et social favorable à la promotion de l'investissement privé.

Ainsi, le projet du nouveau code des investissements prend en compte les exigences suivantes :

- le régime d'admission des investissements privés étrangers ;
- le niveau de traitement et de protection des investissements privés étrangers ;
- les garanties juridiques et juridictionnelles offertes aux investisseurs ;

-un renforcement du dispositif de partenariat public-privé grâce à l'amélioration du climat d'affaires ;

-les facilités administratives (information, guichet unique...) ;

-des avantages fiscaux et douaniers

C'est dans ce cadre que le projet de loi de finance pour 2014 prévoit des allègements fiscaux et douaniers tant au cours de la phase d'installation qu'au cours de la phase de production.

Ces allègements fiscaux et douaniers se traduisent par des exonérations totales et partielles des droits, taxes et impôt, et des réductions progressives de ces mêmes droits et taxes. Ils constituent un net progrès par rapport aux dispositions actuelles en vigueur dans le code des investissements.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, ces nouvelles dispositions seront intégrées au code Général des Impôts et au nouveau code des Douanes (Notamment le Tarif douanier).

#### **V- Quelques exemples au titre des incitations fiscales et douanières**

**Droits de Douanes** : Equipement à 2,5% ; matières premières : Droit d'entrée unique (DUE) 6% ; TVA 18% ; Droit fiscal d'importation : 0 à 30% ; redevance de traitement liquidation : 2%

#### **Impôt sur le revenu : IMF-BIC-IS**

1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> années : exonération 100%

3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années : exonération 50%

#### **Fiscalité locale : Patente-contribution foncier unique**

1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> années : exonération 100%

3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années : exonération 50%

#### **Prélèvement sur les salaires : Taxe d'apprentissage/Versement Forfaitaire**

1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> années : exonération 100%

3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années : exonération 50%

5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années ; exonération 25%

En sus de ces exonérations et réductions, le reste du territoire (zone B) bénéficie d'une durée supplémentaire de 2 ans au titre de : **l'impôt sur le revenu (IMF-IS-BIC), de la Fiscalité locale (patente-contribution foncière unique) avec un de 25% Droit d'enregistrement sur les actes relatifs au projet agréé** : 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>ème</sup> année : exonération 100%

